



Yves GUILLERAULT

Paysan et journaliste, tous les deux en retraite active

Abonné-e de Mediapart

BILLET DE BLOG 26 MAI 2023

## Climat : pour sauver notre peau, faisons sécession (1)

Face à la catastrophe climatique en cours et à l'incurie organisée entre pouvoirs capitaliste et politique depuis des décennies, il est vital pour les peuples d'organiser leur sécession pour se libérer des carcans publicitaire, bureaucratique et partisan. Relocalisons la démocratie autant que les productions et les savoir-faire. Réorganisons-nous par territoires à portée de voix démocratiques.

Ce blog est personnel, la rédaction n'est pas à l'origine de ses contenus.

### 1 – Les malfaçons irréductibles du pouvoir représentatif (volet 2 à paraître)

Dans une agitation soudaine et médiatisée, l'exécutif promet une planification écologique (très floue), en réaction aux alertes de plus en plus désespérées des scientifiques et aux multiples fléaux (climatiques, épidémiques, écologiques...) qui s'abattent sur nos têtes. Dans le même temps, ce pouvoir nous intime de nous préparer activement à une augmentation moyenne des températures de +4 °C qui transformera notre pauvre hexagone en fournaise. Et cela ne veut pas dire aller se rafraîchir dans sa piscine.

Dans cette communication schizophrénique, le gouvernement avoue et endosse l'incurie organisée depuis au bas mot un demi-siècle par les mêmes castes dirigeantes, à quelques nuances de sons de casseroles près. Il y a déjà plus de vingt ans, Chirac lançait à la face du monde : « *Notre maison brûle et nous regardons ailleurs* »<sup>1</sup> (2002). Treize ans après, les mêmes, ou presque, fanfaronnaient à la signature des accords de Paris (2015) et s'engageaient (enfin) à faire ce qu'il fallait pour limiter la hausse à 1,5 °C d'ici à 2050. Quelques années encore et le train des catastrophes est finalement arrivé très en avance sur l'horaire puisqu'on est déjà à +1,2 °C tandis que extractions, bétonnages, épandages et émanation de gaz à effets de serre continuent dans la joie et avec les dividendes afférents. Et cette incurie est bien organisée puisque elle est le fruit de politiques dirigistes et centralisées nous enfonçant un peu plus la tête sous l'eau. Cette élite peu représentative<sup>2</sup> mais aux pouvoirs étendus, quelle qu'en soit la couleur politique, nous lance désormais un « Sauve-qui-peut ! ». Tout en ajoutant en aparté, mesures fiscales et généreuses à l'appui : « les ultra-riches, les grands patrons et les bourgeois d'abord ! »

« *La démocratie est le droit du peuple à choisir qui l'étranglera* ».<sup>3</sup> Cette sentence de Jacques Ellul<sup>4</sup>, en 1946, visait la démocratie représentative à l'heure du foutoir de la IV<sup>e</sup> République et alors que de Gaulle posait les jalons de la V<sup>e</sup> et de son futur pouvoir ultra présidentiel<sup>5</sup>. Depuis, rien, ou presque, n'a changé. Si les dictatures, fascistes, communistes et variantes, sont intrinsèquement des tares politiques et sociales. La démocratie représentative, modèle hégémonique, comporte des vices dont l'atavisme se confirme d'élections en élections. Élections de représentants ne signifient pas démocratie lorsqu'elles sont sous emprise d'un pouvoir policier ou religieux, d'un parti unique ou d'un régime corrompu. Turquie, Hongrie, Égypte, Russie etc, sont là pour rappeler que les élections représentatives sont des comédies bien codifiées. Et la Chine a beau inonder internet de sa propagande vantant sa « *démocratie populaire intégrale* »<sup>6</sup>, elle reste plus proche de la dictature sanguinaire que d'une zone de libre pensée.

### La France exemplaire ?

La France, qui se veut une référence planétaire dans le domaine de la démocratie, propose un jeu évidemment plus subtil, quoique de moins en moins, puisqu'elle se fait rappeler à l'ordre sur ses méthodes de matage plutôt rugueuses et/ou intrusives (euphémisme) des manifestants et autres rebelles. Les alertes ont été lancées par des instances internationales comme le Conseil des droits de l'homme de l'ONU (2020 et 2023), le Conseil de l'Europe et Amnesty international, excusez du peu.<sup>7</sup> On peut y ajouter la Défenseure des droits, la Ligue des droits de l'homme et Reporters sans frontières, la liberté de la presse française étant soumise à la bonne volonté des milliardaires qui la possèdent en grande partie.

L'autorité de tutelle mal élue qui règne depuis l'Élysée et ses dépendances, centralisée dans un rayon de quelques centaines de mètres autour du « château », décide de tout, ou presque. À l'exemple de Poutine, Macron, Sarko ou Hollande, n'ont demandé d'autorisation à personne pour envoyer nos troupes se battre loin de leurs casernes, un peu contre les fous d'Allah, beaucoup pour préserver un pré-carré et ses ressources. Ou pour signer des accords de libre échange destructeurs pour les économies locales mais très lucratifs pour les transnationales. Macron n'a demandé d'avis à aucun d'entre nous pour relancer la prolifération nucléaire, à nos frais, dans nos campagnes. Trop long ici de lister toutes les décisions, le plus souvent funestes, engageant le peuple, sans que le décideur, très peu représentatif, n'en assume les conséquences sur le long terme. Nul doute que le Macron d'après 2027 n'aura pas de mal à se trouver un îlot de fraîcheur, loin des tours de refroidissement des EPR.

Dans notre démocratie libérale, le pouvoir représentatif a activement renforcé ses outils de coercition. Sous les prétextes bien utiles des attentats, des Gilets jaunes, de la pandémie, des activismes écologiques ou encore des JO, les mesures « provisoires » d'états d'urgence ont été pérennisées, les forces de l'ordre ont été militarisées et renforcées par des pouvoirs étendus, la surveillance des citoyens militants, ou plus généralement des foules turbulentes, a été généralisée par voies numériques, de caméras, de fichages... s'appuyant sur des appareils administratifs et technocratiques bien rodés et neutralisants.

### **Cogérance entre politiciens professionnels et grands capitalistes**

Enfin, le pays est cogéré dans l'entre-soi, entre politiciens professionnels et grands capitalistes. Les coulisses du pouvoir politique bruissent des allers et retours des *pantoufleurs*, des portes qui se referment discrètement sur les « visiteurs du soir », des allées et venues des nuées de lobbyistes grassement payés par des intérêts économiques et forcément supérieurs. Les conflits d'intérêts prolifèrent chez élus, hauts fonctionnaires, et conseillers de l'ombre. Entre gens bien élevés des élites, on se vend à prix d'amis les bijoux de famille (privatisations), on se fait de petits cadeaux, on partage un dîner étoilé, on se paye une tuerie de sangliers en Sologne... Les pouvoirs capitaliste et représentatif sont indissociables, le second ayant noyé ses faibles obligations démocratiques dans les exigences corrompues du premier. La preuve par la crainte de la troïka Macron-Borne-Le Maire de voir leurs copies sanctionnées par les mauvaises notes des juges autoproclamés du capitalisme orthodoxe que sont les agences de notation financière Fitch, Standard & Poors et Moody's. Ce serait facile de tomber dans le « tous pourris » mais les élus pourvus d'une éthique sont prisonniers d'un système parfaitement verrouillé.

Alors, qu'est-ce que le gouvernement Macron-Borne peut bien vouloir planifier pour sauver nos pauvres carcasses des brûlures du soleil, des pandémies à venir ou des pluies torrentielles et furieuses ? Le capitalisme ne peut être écolo puisqu'il doit sa survie au pillage des ressources communes et vitales, à l'épuisement des corps et à la démission des esprits. Le libéralisme économique est en fait un enfermement où seuls les gardes chiourmes du pouvoir détenant les trousseaux de clés (finances, police et lois) décident du sort des piégés du système.

Enfin, le mensonge est un outil habituel de tout état, libéral ou illibéral, gardien du pouvoir. La place des communicants et

cabinets de conseils privés dans les sphères gouvernementales montre l'importance que les gouvernants donnent à la manipulation des foules, dans la même logique que n'importe quel plan marketing du grand capitalisme. En introduction de leur nouvel ouvrage<sup>8</sup>, les historiens Renaud Meltz et Yvonnick Denoël relèvent « *la vulnérabilité de notre vie sociale et politique à une large gamme de mensonges d'État qui profite du caractère trop implicite du pacte de publicité sincère au fondement de nos institutions. Faute de penser la vérité en matière politique, on s'est habitué au poison* » de la raison d'État, de la désinformation, de la propagande.

### **Y a-t-il une opposition dans la salle ?**

Mais, me direz-vous, il existe bien des partis d'opposition qui ont voix au chapitre ? Qu'ils soient de la majorité, relative ou non, ou de l'opposition, les partis politiques, qui sont des organisations pyramidales peu démocratiques, font en réalité partie du problème. Ils sont en général bâtis pour la conquête d'un pouvoir, qu'il soit national, régional ou local, autour de barons (plus rarement des baronnes) qui se prennent pour des généraux quatre étoiles dès leur installation dans le QG convoité. Avec un mode de gouvernance vertical, ne favorisant pas l'ébullition culturelle, les initiatives atypiques ou les voix rebelles aux éléments de langage, les partis sont plus modelés sur le mode régiment que sur le mode coopérative. L'objectif de prise de pouvoir conduit à la formation de courants, de manœuvres de coulisses, de scissions ou de « coups d'états » politiques internes, la place de chef de parti étant l'antichambre de la salle du trône. C'est vrai à droite comme à gauche. Logique pour la première puisqu'elle calque son fonctionnement sur celui d'une grande entreprise de conquête de marché avec grand patron, cadres et petites mains et en arrière plan les riches investisseurs/contributeurs qui deviendront les visiteurs du soir en cas de victoire. Sa capacité de captation des pouvoirs et des richesses est rôdée depuis des décennies. Quant aux fachos qui ne rêvent que de dictature derrière les cravates toutes neuves des députés RN, ils sont la gangrène opportuniste qui s'infiltré dans les plaies de cette démocratie déliquescence. Et le danger fasciste est presque aussi grand que le risque climatique.

De son côté, la Gauche porte une lourde responsabilité dans ses dérives et accommodements avec le système en place. Les Socialistes ont oublié jusqu'à la signification de leur nom et les circonstances de leur naissance. Ils ont rangé le (vrai) socialisme au rayon des antiquités et inventé le capitalisme de gauche. La sociale-démocratie est une véritable trahison des mouvements populaires, Mitterrand a été le traître, Hollande un simple avatar et les « Éléphants » une joyeuse troupe de bourgeois en bottines Berluti (Dumas) et costumes Smalto (Lang) et montres de luxe (Dray).

Les communistes ont bien déstalinisé et laissé de côté la dictature du prolétariat, mais ils s'accrochent au partage de la richesse produite par un système qui sera toujours mortifère. Le productivisme et l'industrialisation restent le mantra du parti, peu importe ce que l'on produit. Il faut continuer de faire tourner les chaînes et suer le prolétaire du moment que le grand patron paye bien et accorde des RTT. Pas question de taper sur les productions de bagnoles, de pesticides, de déchets radioactifs. L'écosocialisme n'est pas encore arrivé dans la doxa communiste. Pourtant, le philosophe de gauche Henri Pena-Ruiz<sup>9</sup> et le marxiste écologiste John Bellamy Foster<sup>10</sup> ont bien tenté d'extirper une pensée écologiste de l'œuvre de Marx. Mais la conversion sera longue.

### **Écologistes contaminés par l'environnement politique**

Les mieux placés pour une conversion écologique ne seraient-ils pas les écologistes de parti ? Mauvaise pioche. Les vaines luttes de pouvoir suivant chaque score honorable lors d'élections et les divisions entre écolos tièdes (la sociale-démocratie du parti vert) et radicaux n'aident pas à convertir les esprits sceptiques en général. Vouloir changer le système de l'intérieur, c'est accepter d'être un élément du système et donc du problème. Quel que soit le poste atteint par un Vert (maroquin

ministériel, mairie...) il/elle n'a fait qu'avalier des couleuvres, espèce pourtant protégée, et gérer à la marge dans le cadre d'une feuille de route strictement balisée par l'État, le bon vouloir de son chef, ses dotations anecdotiques et ses règles administratives et technocratiques. Et dans l'opposition ? Ami, entends-tu la voix unie des écologistes dans la manœuvre actuelle d'écoblanchiment du gouvernement ? L'écologie politique n'a aucun avenir dans le carcan d'un parti et dans une course à la représentativité.

Il y a bien un programme qui bousculait, sur le papier, ce cadre psychorigide, qui lançait des pistes de réflexion sur une autre manière de faire, une autre vision du vivre ensemble et qui a suscité l'intérêt de plus de 7,7 millions d'électeurs, majoritairement jeunes. Rien de parfait, ça n'existe pas, mais un remue-méninges porteur d'espoir. Las, ce beau programme est porté par un ancien cacique de la politique professionnelle, compagnon de route pendant plus de trente ans des Éléphants cités plus haut, ex-ministre de Jospin, député, sénateur, etc. et qui, depuis 2008, a ouvert sa propre officine politique dont il s'est attribué à la fois les rôles de tribun et de chef suprême. Résultat une belle foire d'empoigne<sup>11</sup> dans le parti qui traduit la frustration en l'absence de démocratie interne, de pluralité de la parole et d'échanges constructifs. L'affaire du dauphin gifleur, autoritairement désigné et soutenu, Adrien Quatennens, est restée comme un furoncle, parce que non débattue. Pour le reste, le principal sujet de conversation à LFI et à l'extérieur est de savoir si le patron remettra le couvert en 2027, ou si Ruffin jouera un autre registre. Viser toujours plus haut...

Le pouvoir représentatif est affligé de tares amplifiées par sa mise en coupe réglée par le capitalisme décomplexé et omniprésent. Il ne nous sauvera pas du cataclysme en cours. Il ne se donnera jamais les moyens politiques d'une mise en place d'une véritable planification écologique et sociale. Il s'accrochera à ses privilèges jusqu'au bout tant que son système ne sera pas par le fond.

Si nous ne voulons pas couler (ou cramer) avec lui, nous devons relocaliser (plus que décentraliser) les centres de décision à hauteur de femmes et d'hommes de bonne volonté, de toutes conditions, genres, couleurs... à portée de voix démocratiques et pluralistes. Des expériences sont en cours, des pistes sont à explorer grâce au défrichage de quelques penseurs précurseurs.

### **Ce sera le thème du second volet de ce billet à paraître dans les prochains jours.**

1. : phrase prononcée par le président Chirac en ouverture du IV<sup>e</sup> sommet de la Terre en Afrique du Sud. À mettre en perspective avec l'action écologique du bonhomme lors de son exercice du pouvoir et qui n'a pas laissé de souvenir particulier.

2. : Jacques Ellul, *Dictature et démocratie. Quand les mots perdent leur sens, Réforme*, n°73, 10 août 1946, in *Les racines libertaires de l'écologie politique*, Patrick Chastenet, L'Échappée, 2023, p. 36.

3. : Jacques Ellul est l'un des pionniers de l'écologie politique en France qui ne manquait toutefois pas de contradictions assumées puisqu'à la fois anarchiste et croyant.

4. : Discours de Bayeux le 16 juin 1946

5. : voir, entre autres « *Comment comprendre la " démocratie populaire intégrale " ?* sur

<https://www.youtube.com/watch?v=82NCofLhLg8> ou encore « *La démocratie populaire intégrale : une approche innovante*

pour donner le pouvoir au peuple » sur <https://french.cri.cn/2023/03/28/ARTIh7KJQhoqjjoRu8tksv3Z230328.shtml>, publications financées par le parti communiste chinois au pouvoir.

6. : voir les taux d'abstention des dernières élections en nette hausse.

7. : pour un résumé voir entre autres : <https://www.charentelibre.fr/france/usage-de-la-force-et-droit-de-manifester-la-france-rappelee-a-l-ordre-14675327.php>.

8. : *Mensonges d'État, Une autre histoire de la V<sup>e</sup> République*, ouvrage dirigé par Yvonnice Denoël et Renaud Meltz, éd. Nouveau monde.

9. : *Karl Marx penseur de l'écologie*, de Henri Pena-Ruiz, éd. du Seuil, 2018.

10. : *Marx écologiste*, de John Bellamy Foster, éd. Amsterdam, 2011

11. : lire <https://www.mediapart.fr/journal/politique/250523/pluralisme-culture-politique-ce-qui-divise-la-france-insoumise> et <http://www.regards.fr/actu/article/pourquoi-ca-chauffe-a-la-france-insoumise>.

Ce blog est personnel, la rédaction n'est pas à l'origine de ses contenus.

---

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart - 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.  
RCS Paris 500 631 932. Numéro de CPPAP : 1224Y90071 - Directeur de la publication : Edwy Plenel